



Assemblée générale

Distr. générale
23 août 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Points 20 et 110 de l'ordre du jour provisoire*

**Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire
et des secours en cas de catastrophe fournis
par l'Organisation des Nations Unies,
y compris l'assistance économique spéciale**

Environnement et développement durable

Lettre datée du 22 août 2001, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'appel lancé par les députés de l'Assemblée législative du Jogorku Kenesh (Parlement de la République kirghize) concernant la contamination globale de la région d'Asie centrale par des déchets radioactifs (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-sixième session de l'Assemblée générale, au titre des points 20 et 110 de l'ordre du jour provisoire.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Kamil **Baialinov**

* A/56/150.



**Annexe à la lettre datée du 22 août 2001, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

**Appel lancé par les députés de l'Assemblée législative du Jogorku
Kenesh (Parlement) de la République kirghize à l'Organisation
des Nations Unies, à l'Agence internationale de l'énergie atomique
et à la Banque mondiale**

**Le Kirghizistan et toute la région d'Asie centrale sont menacés
par une contamination globale due aux déchets radioactifs**

Mesdames et Messieurs,

Les députés de l'Assemblée législative du Jogorku Kenesh (Parlement de la République kirghize) suivent avec une vive inquiétude la situation écologique extrêmement grave qui prévaut au Kirghizistan même et dans toute la région d'Asie centrale. Un danger effroyable menace nos pays, qui risque à tout moment de se transformer en une véritable catastrophe.

Dans les années où le Kirghizistan était membre de l'Union soviétique, ses ressources minérales très riches, pratiquement toutes ayant un caractère stratégique, ont joué un rôle vital dans toute l'économie du pays.

Ainsi, pendant la Seconde Guerre mondiale, l'industrie de la défense du pays avait un besoin urgent de métaux lourds, comme le plomb, qu'on a commencé à extraire dans les montagnes du Kirghizistan. Après la guerre et jusqu'en 1970, on a continué à produire des concentrés de plomb. On en a extrait au total plus de 80 000 tonnes. Aujourd'hui, ces données ne sont plus un secret d'État. Ce métal faisait l'objet d'une demande considérable sur les marchés intérieur et extérieur. Le prix moyen d'une livre sur le marché mondial excédait 22 dollars. Notre entreprise dépendait du complexe militaro-industriel de l'Union soviétique, et en particulier au Ministère de la métallurgie légère.

Puis l'exploitation du plomb a cessé. Toutefois, quatre dépôts sont restés sur notre territoire, qui représentent 5 millions de mètres cubes de déchets résultant du traitement de minerais. La matière la plus dangereuse est le thorium radioactif. Chacun sait aujourd'hui que ce métal est un émetteur très toxique. Cependant, les digues de protection entourant les dépôts de déchets sont depuis longtemps hors d'usage et, si des mesures ne sont pas prises rapidement pour les renforcer, elles risquent de se rompre à tout moment. D'autant plus que les résidus en question se trouvent dans une zone de forte sismicité et où les pluies sont abondantes.

La rupture des digues et le déversement des déchets de plomb risquent de polluer l'environnement, entraînant toute la masse de résidus dans le fleuve Kichikemin jusqu'au fleuve Tchou, dans le bassin duquel vivent actuellement plusieurs millions de Kirghizes et de Kazakhs. De l'avis des scientifiques, la superficie contaminée dans ces circonstances dépasserait 5 000 kilomètres carrés.

Jusqu'à une date récente, le Kirghizistan était le principal producteur de mercure. Pendant la Seconde Guerre mondiale, tandis que le combinat de mercure Nikitovsky (Ukraine) était aux mains de l'armée fasciste, on a commencé à construire un combinat de mercure sur notre territoire. L'entreprise a été construite dans un délai extrêmement court, seulement avec la main-d'oeuvre kirghize, loin de la voie ferrée. Le combinat de Khaidarkan est devenu l'unique fournisseur de mercure pour le front et l'économie nationale du pays. Pendant plus de 50 ans, il a fourni à l'État environ 30 000 tonnes de mercure. Ses principaux clients étaient la Russie et l'Ukraine. Une partie importante de la production était exportée vers de nombreux pays étrangers. Sur le marché mondial, dans les années 70-80, une flasque (34,5 kg) pouvait atteindre une valeur de 400 dollars.

Il est difficile de surestimer l'importance, pour l'économie nationale, d'un métal de très grande valeur comme l'antimoine. Si l'on se reporte brièvement à l'histoire, on note qu'il n'existait pas d'industrie d'extraction de ce métal dans la Russie d'avant la révolution. Le Gouvernement tsariste devait acheter ce minéral à l'étranger. Dans les premières années de son existence, l'État soviétique a également importé des quantités d'antimoine. Mais l'URSS a dû établir une production industrielle d'antimoine pour cesser de l'importer de pays étrangers. Ce problème a été résolu grâce au Kirghizistan qui a immédiatement mis à disposition les richesses de son sous-sol. En 1936, le combinat métallurgique de Kadamzhai, premier grand producteur d'antimoine de l'Union, a été mis en exploitation, d'après tous les paramètres. De 1940 à 1991, c'est-à-dire pendant 51 ans, le combinat a fourni à l'État plus de 235 000 tonnes d'antimoine. Par sa pureté, l'antimoine kirghize est devenu la norme de qualité sur le marché international. Dans le cadre des exportations soviétiques, il a été livré à plus de 40 pays, dont la République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, le Japon, la France, la Belgique, la Suisse, les Pays-Bas et l'Inde. Dans les années 70-80, la tonne d'antimoine valait entre 2 300 et 2 800 dollars sur le marché mondial.

En 1967 a été mis en exploitation le combinat minier et métallurgique Kirghizsky; pendant un quart de siècle, il a augmenté son taux de production chimico-métallurgique, et constituait en URSS le principal fournisseur de terres rares, produisant plus de 120 variétés. Des oxydes et métaux, comme le dysprosium, l'holmium, l'erbium, le thulium, l'ytterbium et le lutécium, ont été traités uniquement dans ce complexe; les oxydes de lanthane, de cérium et de néodyme y étaient également traités. Il est difficile d'énumérer tous les domaines de la science et de la technique où sont utilisés les métaux des terres rares et leurs composés. Grâce à leurs propriétés physiques et chimiques exceptionnelles, ils sont largement utilisés dans les secteurs de la sidérurgie et de la métallurgie des métaux non ferreux, les technologies nucléaires, l'aéronautique et la construction de fusées, la radioélectronique et l'électrotechnique, l'industrie du verre et de la céramique, l'agriculture et la pharmacologie. Le combinat a également produit d'importantes qualités de semi-conducteurs, répondant à la demande croissante de l'ex-Union soviétique et de ses partenaires étrangers concernant les matériaux de pointe dans les domaines de l'électronique, de la radiotechnique et de l'électrotechnique. Pendant 25 ans au total, le combinat a produit au total 5 454 tonnes de métaux de terres rares et leurs composés, plus de 370 000 kilogrammes de silicium monocristallin et plus de 87 000 plaques polies et structures de silicium, pour un montant global excédant 59 milliards de roubles (nouvelle dénomination). La majeure partie de la production était livrée à

la Russie et dans le cadre des exportations soviétiques, elle a été vendue à plus de 30 pays étrangers.

Le plomb, le mercure et l'antimoine produits au Kirghizistan correspondaient aux normes mondiales; c'est pourquoi la demande est demeurée forte pendant toutes les années de production.

Cela fait longtemps que l'Union soviétique a disparu de la carte du monde, et de ce fait, l'ancien Ministère de la métallurgie des métaux non ferreux, dont dépendaient les combinats traitant le mercure et l'antimoine et les complexes sidérurgiques. Le Kirghizistan a donc hérité de dépôts de déchets et de décharges de roches de rebut, dont il est impossible, même théoriquement, de surestimer le danger.

Pour le seul combinat d'antimoine de Kadamzhai, le volume du dépôt s'élève à 4,4 millions de mètres cubes. Tous les déchets solides et liquides résultant de la production de ce combinat contiennent de l'arsenic et d'autres substances chimiques nocives. Si les digues de protection de ces dépôts ne sont pas renforcées, en cas de situation exceptionnelle (séismes destructeurs ou coulées de boues dans une région montagneuse de forte sismicité – magnitude 8 à 9 – comme le Kirghizistan), – phénomènes naturels très vraisemblables – il se produirait un glissement du dépôt sur l'importante localité de Kadamzhai située plus bas sur le versant et dans l'Ak-Suu, qui coule dans la vallée du Fergana en Ouzbékistan. Le dépôt de résidus du combinat de mercure de Khaidarkan présente un danger du même type.

Pendant les années de la guerre froide, le Gouvernement soviétique a déployé des efforts considérables pour découvrir des matériaux stratégiques en vue de la production d'énergie nucléaire. C'est au Kirghizistan qu'a été extrait le premier minerai d'uranium.

En raison du caractère secret de la production, cette activité n'a fait l'objet d'aucune publicité mais elle demeure consignée dans l'histoire générale de l'ex-Union soviétique. Au début des années 50, les géologues ont découvert au Kirghizistan plusieurs gisements d'uranium à Min-Kush, Kadzhi-Sai, Mailuu-Suu et Sumsar-Shekaftar, qui ont été très rapidement mis en exploitation. Sur leur base, on a construit le combinat minier Kirghizsky, première entreprise du pays qui a marqué le début du développement de l'industrie nucléaire. Par la suite, le combinat est devenu la plus puissante installation de l'Union, transformant pendant plus de 40 ans des matières radioactives pour les besoins du pays en matière de défense et d'énergie. La valeur de la production fournie par le combinat pendant ses années d'exploitation se chiffre à des milliards de dollars. Une partie importante de cette production était exportée à l'étranger. Pendant 36 ans (de 1955 à 1991) le complexe a produit plus de 60 000 tonnes d'uranium naturel (oxyde d'uranium) et plus de 15 000 tonnes de molybdène. Mais il est impossible de citer des chiffres précis concernant les recettes produites par l'activité du combinat car toutes les données étaient à l'époque considérées comme hautement protégées et stockées dans les services centraux de l'ex-Union soviétique. On rappellera toutefois qu'à cette époque, un kilogramme d'uranium enrichi valait en moyenne 28 dollars. Sur cette base, les 60 000 tonnes d'uranium produites par le combinat représentent un montant de plus de 1 milliard 680 millions de dollars.

Malgré les recettes considérables produites par le combinat, les autorités centrales de l'ex-Union soviétique n'ont pas alloué de ressources suffisantes pour assurer la sûreté du confinement des déchets d'uranium toxiques. Les mines, les puits et

le combinat relevaient directement du complexe militaro-industriel de l'Union et jouissaient d'un statut particulier dans la mesure où ils n'étaient pas sous le contrôle de la République. Pendant des dizaines d'années, du fait de l'activité de production des entreprises d'extraction minière du Kirghizistan relevant de l'ancien Ministère de la construction de machines, de l'industrie nucléaire et de la métallurgie non ferreuse, un nombre considérable de dépôts de déchets et de décharges de roches de rebut et de minerais de qualité inférieure s'est accumulé sur le territoire de la République. La superficie des terres exposées à une contamination radioactive était de 6 500 hectares, sur lesquels ont été déversés 145 millions de tonnes de déchets d'uranium radioactifs.

Pendant la période soviétique, les ministères du complexe militaro-industriel contrôlaient dans une certaine mesure l'état des dépôts de déchets sur le territoire du Kirghizistan. Cela exigeait des dépenses considérables, que ce grand pays aurait pu prendre à sa charge, d'autant plus que toutes les anciennes républiques de l'Union soviétique exploitaient à des degrés divers les richesses du Kirghizistan. Quand notre pays a dû faire face seul à ce problème, il est devenu clair qu'il avait acquis une importance prioritaire parmi les problèmes urgents. Car le Kirghizistan ne disposait pas des moyens matériels et techniques appropriés pour s'acquitter de cette tâche. Cependant, le danger de contamination du Kirghizistan et de toute la région de l'Asie centrale par des déchets radioactifs s'accroît avec les années. Tout séisme – et le Kirghizistan est situé dans une région de forte sismicité – toute inondation, phénomène fréquent dans nos pays, toute coulée de boues ou tout glissement de terrain, provoqué par une importante fonte des neiges ou des pluies torrentielles, risque de transformer une probable tragédie en véritable catastrophe qu'il est impossible de prévoir. Il n'est malheureusement pas à exclure que de tels phénomènes se produiront un jour, si des mesures extraordinaires ne sont pas prises.

Du fait de l'absence, au cours des dernières années, d'un contrôle et d'une surveillance appropriés de l'état des dépôts, pratiquement tous ces dispositifs se sont gravement détériorés et menaçaient de s'effondrer complètement, entraînant les déchets d'uranium radioactifs accumulés dans les dépôts dans les zones habitées et l'environnement, les bassins du lac Issyk-Kul et de la mer d'Aral, les lacs artificiels créés sur le fleuve Naryn et le bassin du Syr-Daria. Dans l'ex-URSS, les autorités avaient élaboré le Programme de travaux urgents en vue de la décontamination radioactive des régions polluées par les entreprises s'occupant du cycle du combustible nucléaire dans la République kirghize. L'effondrement de l'Union soviétique a toutefois empêché la mise en oeuvre de ce programme.

On mentionnera d'autres dangers en plus de ceux que présentent les dépôts de déchets susmentionnés.

Les dépôts de déchets et les déchets de minerais d'uranium du complexe de Mailuu-Suu se trouvent principalement dans les limites de la ville du même nom et sur les zones inondables des fleuves Mailuu-Suu et Aliampasai. Les gisements d'uranium de Mailuu-Suu ont été exploités durant la période de 1946 à 1967 – c'est-à-dire pendant 21 ans. Le volume total des déchets d'uranium stockés dans les 23 dépôts et 13 décharges représente 1 900 000 mètres cubes. L'intensité des rayonnements gamma peut atteindre 600 microrentgen/heure. Les dépôts de déchets et décharges de minerais d'uranium, de même que tout le secteur, se trouvent dans un état alarmant. Cette situation est le résultat d'erreurs commises dans le passé et de mauvais calculs dans le choix des sites désignés comme dépôts, et des moyens utili-

sés pour les fondations, et dans la planification des installations et de leur exploitation. De ce fait, les dépôts ont été installés dans des secteurs exposés aux glissements de terrain, dans le lit et les secteurs inondables de cours d'eau où risquent de se produire des coulées de boue et à proximité immédiate de zones habitées, sans qu'ait été mis en place une zone de protection sanitaire. Il n'a pas été tenu compte du fait que les glissements de terrain pouvaient déclencher des catastrophes en chaîne à divers degrés, comme des séismes, des éboulements, l'endiguement du cours des fleuves et des rivières, ainsi que des vallées par les déblais de résidus d'uranium, et leur submersion par des glissements de terrain et des coulées de boue, de même que par les déchets radioactifs des dépôts.

D'après les conclusions des experts qui ont examiné l'état actuel des dépôts de déchets et des décharges de minerais d'uranium dans le secteur de Mailuu-Suu, il existe un réel danger de contamination radioactive dans de vastes zones du Kirghizistan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et des affluents du Syr-Daria. Les dépôts et décharges de minerais d'uranium sont situés dans une zone de haute sismicité (magnitude 9). Afin d'écartier tout danger de catastrophe, il est indispensable, conformément aux recommandations des instituts de recherche scientifique, de transférer tous les dépôts et décharges de minerais d'uranium du complexe de Mailuu-Suu dans d'autres endroits où la surface du sol est plus stable, dans une zone non sujette aux glissements de terrain et à une grande distance de Mailuu-Suu et des zones inondables des cours d'eau. D'après les spécialistes en question, le coût des travaux nécessaires à cette fin se chiffrerait à 70 millions de dollars au minimum.

Complexe de Sumsar-Shekaftar. Le secteur de la localité de Sumsar comprend trois dépôts contenant 4,5 millions de mètres cubes de déchets. Les décharges de plomb, de zinc et de cadmium sont des polluants. Les dépôts de déchets non recultivés sont dans un état déplorable. Sur le territoire de la localité de Shekaftar ont été installées huit décharges de roches de rebut, qui contiennent 700 000 mètres cubes de minerais d'uranium de qualité inférieure; les décharges ne sont pas recultivées et l'intensité des rayonnements peut atteindre 90 microrentgen/heure. Le coût du projet de remise en culture, établi par l'Institut ukrainien de recherche sur les technologies industrielles, se chiffrerait à environ 3 millions de dollars.

Complexe de Kadzhi-Sai. Les dépôts de déchets qui se trouvent dans la commune de Kadzhi-Sai sont très proches du lac Issyk-Kul. Environ 600 000 tonnes de déchets sont stockés dans deux dépôts; le fond de rayonnement atteint 500 microrentgen/heure. Le lit des dépôts n'est pas protégé et est endommagé, et tout mouvement des déchets radioactifs accumulés dans les dépôts entraînerait la contamination du lac Issyk-Kul. Ainsi disparaîtrait cette perle de la nature, zone thermale exceptionnelle, qui n'a pas d'équivalent dans le monde. Cependant, plus de 500 000 personnes viennent chaque année s'y reposer, dont un grand nombre d'étrangers, et il est prévu à long terme d'accueillir plus de 2 millions de personnes par an. En outre, plus de 400 000 personnes vivent dans les villes et villages situés en bordure du lac. Pour parler franchement, une grave menace écologique pèse sur le lac Issyk-Kul. Si des mesures ne sont pas prises d'urgence afin de réhabiliter les dépôts de déchets, une catastrophe risque de se produire : plus de 600 000 mètres cubes de matières radioactives seraient déversées dans le lac. La probabilité d'une telle catastrophe est subordonnée à la forte sismicité du secteur de la mine de Kadzhi-Sai. Il faut d'urgence réhabiliter les territoires situés au-delà des limites des dépôts de déchets. En ce qui concerne ces dépôts, il faudrait sans délai les transférer sur un nouveau site, à une grande distance des rives du lac. Le coût des travaux de

réhabilitation et du transfert des dépôts sur de nouveaux terrains éloignés du lac se chiffrerait, d'après les conclusions des spécialistes, à environ 20 millions de dollars. La pollution radioactive du lac Issyk-Kul serait une perte irréparable, non seulement pour les pays membres de la Communauté d'États indépendants mais aussi pour l'ensemble du monde civilisé.

Complexe de Min-Kush. Quatre dépôts de déchets d'uranium, temporairement fermés, sont installés dans cette région, où est stocké 1,9 million de mètres cubes de déchets; l'intensité de l'irradiation gamma peut atteindre 500 microroentgen/heure. Les dépôts se trouvent dans la partie centrale du pays, dans le bassin du fleuve Naryn, et, en cas de rupture du barrage de protection, de vastes régions du Kirghizistan risquent d'être contaminées.

L'un des principaux dépôts de déchets a été construit directement sur les terres inondables du fleuve Tyuk-Suu et, en cas de rupture du barrage de protection, environ 1 million de mètres cubes de déchets radioactifs seraient déversés dans le fleuve Kokomerren, affluent principal du Naryn. Or, dans la vallée du Fergana et le bassin de la mer d'Aral, plusieurs millions de personnes consomment l'eau du Naryn. Compte tenu de ce grave danger, la société Uran-Erzberger a élaboré, dans le cadre du programme TACIS, les fondements de l'argumentation justifiant le transfert du dépôt de déchets de Tyuk-Suu des terres inondables du fleuve dans un endroit très éloigné. Le coût du projet est évalué à 500 millions de dollars.

Complexe de Kara-Balta. Les dépôts de déchets de Kara-Balta sont les plus importants du monde. Le volume de déchets stockés s'élève à environ 40 millions de mètres cubes. La dose de rayonnement atteint 1 300 microroentgen/heure.

Les dépôts de déchets qui ont été installés et exploités correspondaient généralement aux normes techniques de sécurité fixées pour protéger l'environnement de la pollution radioactive. Mais la longue période qui s'est écoulée depuis leur mise en exploitation a laissé sa marque. Au cours des dernières années, comme les mesures requises pour renforcer les dépôts n'ont pas été prises, leur stabilité et leur fiabilité ont continué de se dégrader.

On en est ainsi arrivé à une situation comparable à celle qui suivrait un accident : les limites de la ville de Kara-Balta (50 000 habitants) ont fini par atteindre la zone de protection sanitaire des dépôts de résidus, d'où le risque que l'érosion éolienne touchant une petite partie des résidus menace les quartiers d'habitation de la ville, et le risque de contamination des eaux souterraines par infiltration de radionucléides. À l'heure actuelle, les résidus de la production de molybdène et d'uranium ne représentent plus que 2 000 tonnes environ par an. Il est indispensable de prendre d'urgence des mesures de confinement pour près de 80 % du territoire servant encore au dépôt des résidus, et de restaurer les dépôts de résidus désaffectés. Pour ces mesures et les autres mesures urgentes visant à prévenir la contamination radioactive de la ville de Kara-Balta et des agglomérations avoisinantes il faudra, selon les experts, plus de 5 millions de dollars des États-Unis.

On peut donc être certain que le risque de contamination radioactive est une véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus du Kirghizistan et de l'ensemble de la région d'Asie centrale. Pour éliminer le risque effroyable que présentent les déchets radioactifs pour la santé des générations présentes et futures des peuples d'Asie centrale, il est indispensable de prendre sans délai les mesures suivantes :

- a) Assurer le confinement des dépôts de résidus les plus dangereux;

b) Réaliser des travaux de restauration sur certains dépôts, en consolider les murs de soutènement;

c) Transporter pour les enfouir sur des sites éloignés des villes et des agglomérations les déchets radioactifs des dépôts de résidus les plus dangereux.

Pour réaliser tous ces travaux de génie civil afin de préserver l'environnement de la contamination par les déchets radioactifs, selon les estimations d'experts et selon le « Programme de travaux prioritaires de remise en état des territoires contaminés par les entreprises utilisant le cycle du combustible nucléaire en République kirghize » qui, élaboré à l'époque de l'URSS, n'a toujours pas été réalisé, il faudra plus de 200 millions de dollars des États-Unis.

Mais le Kirghizistan ne dispose pas à l'heure actuelle de ressources de cet ordre, et ne peut pas compter en disposer dans un avenir même lointain. Ce n'est pas la faute du pays, c'est son malheur, né de causes tant objectives que subjectives. Le Kirghizistan n'a reçu en partage ni le pétrole, ni le gaz naturel, ce qui condamne actuellement la population à d'énormes difficultés dans sa vie quotidienne. Par ailleurs, pendant les 70 années soviétiques de son histoire, du fait de la stratégie géo-économique d'alors, le Kirghizistan n'a pas pu tirer le parti économique possible de nombreuses ressources naturelles vitales, contraint qu'il était de favoriser le développement selon les axes prioritaires pour l'ensemble de l'Union soviétique. Et cela bien que le Kirghizistan soit exceptionnellement riche en eau douce (près de la moitié du débit des cours d'eau d'Asie centrale) : le potentiel hydroénergétique des cours d'eau kirghizes est évalué à 162 milliards de kilowattheure mais seuls 10 % en sont exploités. Si nous en avons les moyens, ces réserves pourraient être source de recettes importantes. Nos gisements de charbon, extrêmement importants, sont à peine exploités (les réserves avérées dépassent les 2 milliards de tonnes, dont plus de 500 millions de tonnes de charbons cokéfiants). Il y a également plus de 7 milliards de tonnes de minerai de fer inexploité, et on n'a pas même entamé l'exploitation d'un site montagneux contenant par exemple de la néphéline, minéral important pour la production d'aluminium, de verre et de céramiques. On laisse inexploitées des dizaines de milliers de tonnes d'un métal aussi précieux que le wolfram, qui sert à la fabrication d'acier à outils, et d'alliages durs utilisés en électronique et dans d'autres procédés industriels. Nous disposons aussi d'un métal extrêmement utile à l'industrie, l'étain, de couleur blanc argenté, avec des réserves confirmées déjà par la Commission du Conseil des ministres de l'URSS chargée des réserves de minéraux utiles. Toutes ces richesses sont intactes et inexploitées. Des gisements d'or nombreux, et d'autres, ne sont pas mis en valeur. On peut accumuler une foule d'autres constatations de ce type.

Les richesses du Kirghizistan que l'on vient d'énumérer, et bien d'autres encore, n'ont pas été mises en valeur pendant la période soviétique, répétons-le, essentiellement parce que la République a respecté strictement les principes de la division du travail à l'échelle de l'Union soviétique. Les autorités centrales de l'Union avaient assigné pour spécialité au Kirghizistan la production et la fourniture à l'URSS de plomb, de mercure, d'antimoine, d'uranium et de terres rares, tâche dont la République s'est acquittée scrupuleusement pendant des décennies. Afin d'assurer l'approvisionnement en eau nécessaire au développement agricole intensif de l'URSS, et avant tout des pays qui lui sont limitrophes, le Kirghizistan a été prié de construire sur son territoire de grands réservoirs d'eau et d'autres ouvrages d'irrigation à l'usage de plusieurs pays, ce qui l'a conduit à inonder plus de

50 000 hectares de terres fertiles, déplaçant des milliers de familles des zones qu'elles habitaient depuis longtemps vers des gorges montagneuses. La République était également productrice de viande et de laine, de betteraves à sucre et de coton brut, de tabac brut, de fruits et légumes et d'autres produits agricoles.

Le Kirghizistan était l'un des gros fournisseurs de viande de l'URSS, il occupait la troisième place (après la Fédération de Russie et le Kazakhstan) pour la production de laine fine et demi-fine, les fibres de laine kirghize, travaillées dans six fabriques de tissus de laine peignée de l'Union, permettaient de fabriquer chaque année des tissus d'une valeur de près de 500 millions de roubles.

Le Kirghizistan s'est équipé d'un vaste réseau d'usines de construction mécanique, dont les produits industriels étaient fort utiles au pays. Les matières premières qu'elles employaient précédemment provenaient d'autres républiques soviétiques. Leur production servait à l'ensemble de l'Union soviétique, et était également exportée. Dans la période postsoviétique, ces usines se sont arrêtées, la République ne pouvant acheter de matières premières à l'étranger, faute des ressources voulues en devises, et l'intégration avec les ex-Républiques soviétiques ayant depuis longtemps disparu devant les barrières douanières et autres. Le Kirghizistan, qui traverse de graves difficultés économiques, n'est de toute évidence pas en mesure de prévenir le danger très réel de contamination du territoire de l'Asie centrale et de ses cours d'eau par les déchets radioactifs accumulés dans des dépôts de résidus qui ne cessent de se dégrader. Le problème que nous évoquons ici a donc bien une dimension mondiale.

Le Parlement kirghize a envoyé une lettre semblable aux députés et aux chefs d'État des républiques ex-soviétiques. Nous estimons que 70 ans de vie et de développement communs de nos peuples au sein d'un même État ne doivent pas être oubliés, qu'il serait inouï pour des États civilisés de livrer cette histoire commune à l'oubli. Les 70 années passées ensemble par les républiques indépendantes postsoviétiques sont une part indissociable de leur vie et de leur activité. Le risque de catastrophe qui suscite de graves inquiétudes au sein de notre peuple est né pendant la période soviétique, et le Kirghizistan ne peut affronter ce danger en combat singulier. C'est pourquoi il nourrit l'espoir que les États maintenant indépendants avec lesquels il coexistait au sein d'une même Union lui tendront une main secourable pour éliminer le risque de contamination de l'environnement de l'Asie centrale par les déchets radioactifs de la production d'uranium.

Mais les républiques nouvellement indépendantes ayant à faire face elles aussi à une foule de problèmes qui peuvent être tout aussi urgents, le Parlement kirghize s'est vu obligé de se tourner vers la communauté internationale, dont il espère qu'elle le comprendra.

Nous, députés du Parlement de la République kirghize, partageons sincèrement le grand espoir de notre peuple, nous sommes certains que les organisations internationales et les pays lointains montreront noblement, comme ils savent le faire, qu'ils comprennent véritablement les inquiétudes de la population kirghize, et manifesteront un humanisme authentique.

Nous concluons notre lettre sur les paroles d'un grand homme : « Le plus haut critère permettant de dire d'un pays qu'il est civilisé, c'est qu'il soit disposé à tendre une main secourable à moins fortuné que lui » (G. Washington).

Texte adopté à la réunion législative
du Jogorku Kenesh de la République kirghize
tenue le 15 mai 2001
